

INSTALLATIONS NUCLÉAIRES ET MATIÈRES FISSILES

La résolution de 2009 de l'UIP sur la non-prolifération et le désarmement nucléaires « demande instamment l'ouverture immédiate de négociations sur un traité non discriminatoire, multilatéral et internationalement vérifiable interdisant la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes nucléaires et autres dispositifs explosifs nucléaires. »⁸⁰

Les matières fissiles (uranium hautement enrichi et plutonium) sont indispensables à la fabrication des armes nucléaires. Il est donc essentiel de contrôler et d'éliminer ces matières pour parvenir au désarmement nucléaire, à l'arrêt de la prolifération des armes nucléaires et empêcher que des terroristes ne s'en emparent. La production de matières fissiles reste une difficulté majeure pour le lancement d'un nouveau programme d'armes nucléaires ou l'augmentation de l'arsenal nucléaire d'un pays.

Les stocks mondiaux d'uranium hautement enrichi atteignent 1 400 à 2 000 tonnes alors que la réserve mondiale actuelle de plutonium séparé est de l'ordre de 500 tonnes.⁸¹ Ces matières sont pour la plupart aux mains des États détenteurs d'armes nucléaires, États-Unis et Fédération de Russie principalement. Ces chiffres encore élevés font pourtant suite aux importants efforts consentis par ces deux pays en matière de sécurisation et d'élimination des matières fissiles, et de démantèlement d'installations nucléaires, dans le cadre de divers programmes concertés de réduction des menaces, de désarmement et de non-prolifération, d'abord en Fédération de Russie puis dans le monde entier.

Parallèlement, le Partenariat mondial du G8 contre la prolifération des armes de destruction massive et des matières connexes, créé en 2002, s'est étendu au-delà des pays du G8 pour devenir une initiative internationale de grande envergure qui compte actuellement 15 partenaires supplémentaires.⁸² Le Partenariat mondial a obtenu des résultats concrets

en matière de sécurité nucléaire et radiologique, notamment en ce qui concerne le démantèlement des sous-marins nucléaires mis hors service, l'élimination des matières fissiles et la reconversion des scientifiques spécialisés dans les armements.

Un traité d'arrêt des matières fissiles prévoyant l'interdiction de la production d'uranium hautement enrichi et de plutonium pour l'armement nucléaire (ou un traité plus large encore portant sur les matières fissiles et les arsenaux existants) constituerait la pièce maîtresse d'une stratégie globale visant à éliminer les armes nucléaires.

En 1957, l'Assemblée générale des Nations Unies appelait déjà à la conclusion d'un traité interdisant de manière vérifiable la production des matières fissiles.⁸³ En décembre 1993, elle a adopté une résolution appelant à la négociation d'un traité « non discriminatoire, multilatéral et effectivement vérifiable interdisant la production des matières fissiles pour la fabrication d'armes et autres dispositifs explosifs nucléaires ».⁸⁴

Alors que la Conférence du désarmement à Genève décidait, dès 1995, de l'ouverture des négociations d'un tel traité, ces négociations sont toujours dans l'impasse. Heureusement, un moratoire sur la production des matières fissiles à des fins militaires est déjà en vigueur dans plusieurs États détenteurs d'armes nucléaires.

Un traité d'arrêt de la production de matières fissiles renforcerait le régime de non-prolifération, réduirait le risque de terrorisme nucléaire et contribuerait à :

- préparer le désarmement nucléaire en répondant aux exhortations de l'Assemblée générale des Nations Unies et aux engagements des États dotés d'armes nucléaires reconnus par le TNP ;
- réduire certains aspects discriminatoires du TNP par l'extension aux neuf États détenteurs d'armes nucléaires de l'interdiction de production de matières fissiles à des fins militaires qui pour le moment ne s'applique qu'aux États non dotés d'armes nucléaires.
- réduire les aspects discriminatoires du TNP par l'extension obligatoire des garanties aux installations et matières nucléaires dans les États détenteurs d'armes nucléaires ;

- améliorer la surveillance et la réglementation des matières fissiles à l'échelon national et renforcer la transparence de ces processus ;
- étendre aux États détenteurs d'armes nucléaires l'instauration des institutions et des pratiques nécessaires pour débarrasser le monde des armes nucléaires ;
- rendre irréversibles la réduction du nombre des armes nucléaires.

Résolution de 2009 de l'UIP sur la non-prolifération et le désarmement nucléaires Clauses relatives aux garanties de l'IAEA

La 120^e Assemblée de l'Union interparlementaire, [...]

19. *exhorte* les États membres de l'IAEA ou parties à un accord de garanties à apporter à l'Agence un appui ferme et constant de sorte qu'elle puisse s'acquitter de ses obligations en matière de garanties et, en conséquence, à coopérer de bonne foi avec elle en lui fournissant toutes les informations requises ;
20. *appelle* les États qui doivent encore pourvoir à l'entrée en vigueur d'accords de garanties généralisées à le faire le plus rapidement possible ;
21. *appelle en outre* ceux des États parties à un accord de garanties qui ne l'ont pas encore fait à signer et/ou à ratifier un protocole additionnel dans les meilleurs délais.

Bonnes pratiques**ÉTATS DÉTENTEURS****Exemples****A. Moratoires sur la production des matières fissiles**

Une importante mesure palliative

B. Réduction concertée des menaces

Agir ensemble au bénéfice d'intérêts communs

A**Moratoires sur la production des matières fissiles****Une importante mesure palliative**

Même s'il ne faut pas s'attendre à la mise en place prochaine d'une interdiction de la production des matières fissiles, un moratoire de fait sur la production de ces matières pour la fabrication des armes nucléaires existe déjà dans plusieurs grands pays. Quatre des cinq États dotés d'armes nucléaires parties au TNP (les États-Unis, la Fédération de Russie, la France et le Royaume-Uni) ont déclaré dans les années 90 avoir, par principe, arrêté cette production et n'avoir aucune intention de la reprendre.

De nombreux réacteurs de production de plutonium ont été arrêtés à la suite de la déclaration des États-Unis et de la Fédération de Russie de mise en place d'un tel moratoire en 1994. Ainsi, les 14 réacteurs plutonigènes américains ont été fermés, de même que 10 des 13 réacteurs russes. Aucun uranium de qualité militaire n'a été produit dans la Fédération de Russie depuis 1989.

En 1995, le Royaume-Uni a déclaré un moratoire sur la production des matières fissiles à des fins militaires qui reste en place dans l'attente de négociations sur une interdiction internationale. Ce pays a également placé l'« excédent » de ses matières fissiles militaires sous garantie internationale. La France a annoncé un moratoire sur la production de ces matières en 1996 et décidé en même temps le démantèlement des installations correspondantes.

B**Réduction concertée des menaces****Agir ensemble en faveur d'intérêts communs**

Les programmes concertés de réduction des menaces ont pour objectifs de renforcer la protection des armes et des matières susceptibles d'être utilisées pour fabriquer des armements de destruction massive, de détruire ou d'éliminer les armes et leurs composants et d'aider les scientifiques, ingénieurs et techniciens spécialisés dans ce domaine à se reconvertir en dehors de l'industrie de l'armement. Les ministères américains de la Défense, de l'Énergie, de la Sécurité intérieure ainsi que le Département d'État ont lancé un certain nombre de programmes de ce type, avec des sous-programmes traitant d'un large éventail de questions liées à la sécurité nucléaire (regroupement, conversion et élimination des matières fissiles, conversion des réacteurs à uranium hautement enrichi, aide au contrôle des exportations et à la sécurité des frontières, etc.).⁸⁵ Des programmes similaires ont été mis en place par d'autres pays dans le cadre des engagements pris au titre du Partenariat mondial du G8 contre la prolifération des armes de destruction massive et des matières connexes.

Le premier programme concerté de réduction des menaces a été mis sur pied en 1991 par les sénateurs américains Sam Nunn (démocrate) et Richard Lugar (républicain) ; c'est la raison pour laquelle les programmes de ce type sont aussi appelés « programmes Nunn-Lugar ». ⁸⁶ La loi Nunn-Lugar, présentée au moment de la dissolution de l'Union soviétique, avait pour objectif principal de sécuriser les matières nucléaires utilisables pour la production d'armes et de démanteler ou d'éliminer les systèmes d'armes nucléaires présents dans la Fédération de Russie et les États indépendants issus de l'Union soviétique (notamment l'Azerbaïdjan, le Bélarus, la Géorgie, le Kazakhstan, l'Ouzbékistan et l'Ukraine).⁸⁷

Le programme Nunn-Lugar a développé les efforts de coopération au-delà de l'ancienne Union soviétique et son champ d'application continue à s'étendre pour répondre à de nouvelles menaces.⁸⁸ Il a permis d'établir une sécurité mutuelle fondée sur la coopération et a contribué à une réduction notable des risques nucléaires pour un coût moyen de 400 millions de dollars E.-U. par an, montant bien modeste comparé aux près de 10 milliards de dollars E.-U. consacrés annuellement à la recherche sur les missiles balistiques ou les 50 milliards utilisés chaque année au

Fiche récapitulative : Programme Nunn-Lugar

13 300 ogives nucléaires stratégiques désactivées, **1 473** ICBM détruits, **831** silos à ICBM supprimés, **442** lanceurs mobiles d'ICBM détruits, **937** SLBM détruits, **728** lanceurs de SLBM supprimés, **48** sous-marins nucléaires capables de lancer des missiles balistiques détruits, **233** bombardiers supprimés, **906** missiles nucléaires air-sol détruits, **194** tunnels d'essais nucléaires supprimés, **565** transports ferroviaires d'armes nucléaires sécurisés, sécurité renforcée sur **24** sites de stockage d'armements nucléaires, **38** stations d'analyse biologique construites et équipées, **2 924,7** tonnes d'agents chimiques russes et albanais neutralisés.

De plus – et il s'agit peut-être du résultat le plus probant de ce programme – l'Ukraine, le Kazakhstan et le Bélarus, sont devenus des pays exempts d'armes nucléaires grâce à des efforts de coopération déployés dans le cadre du programme Nunn-Lugar. Ces pays étaient les troisième, quatrième et huitième plus grandes puissances nucléaires du monde.

développement, au déploiement et à la maintenance des armes nucléaires et de leurs vecteur.

Après plus de vingt ans d'application, les résultats du programme Nunn-Lugar ont encouragé les responsables politiques à réfléchir aux moyens de renforcer et de développer les programmes concertés de réduction des menaces. Comme l'ont montré les sénateurs Nunn et Lugar, les parlementaires et les parlements sont idéalement placés pour lancer des programmes de ce type et leur trouver un financement grâce à leurs pouvoirs budgétaires.

Les programmes concertés de réduction des menaces tels que l'initiative Nunn-Lugar ont joué un rôle important dans la progression des efforts de non-prolifération et de désarmement nucléaires, tout en renforçant la confiance nécessaire à la réalisation d'objectifs de sécurité communs. Ces efforts de coopération, qui ont largement contribué à renforcer la sécurité et la stabilité régionales et mondiales, pourraient être poursuivis dans d'autres régions, notamment dans celles qui connaissent des tensions ou un manque de confiance et où la menace d'un conflit nucléaire reste présente. Comme le remarque le sénateur Lugar :

Certains estiment peut-être qu'il est impossible de construire des programmes de non-prolifération en coopération avec les nations les plus belliqueuses mais les faits montrent qu'un tel pessimisme n'est pas justifié. L'expérience du programme Nunn-Lugar a montré que la menace des armes de destruction massive pouvait déboucher sur des résultats extraordinaires motivés par des intérêts mutuels. Personne n'aurait imaginé dans les années 80 que les Américains et les Russes travailleraient ensemble à récupérer dans le monde les matières dangereuses pouvant servir à fabriquer des armes.⁸⁹

Recommandations à l'intention des parlementaires

- Promouvoir la mise en place ou la prolongation d'un moratoire sur la production de matières fissiles à des fins militaires.
- Appeler à une totale transparence pour les matières fissiles et notamment à la déclaration des stocks existants de plutonium et d'uranium hautement enrichi.
- Promouvoir l'application à toutes les installations non militaires du régime des garanties de l'AIEA.
- Faire avancer le débat et les motions parlementaires sur la possibilité d'arrêt graduel des réacteurs à uranium hautement enrichi ou au plutonium.
- Pour les parlementaires des cinq pays qui retraitent le combustible des centrales nucléaires (Chine, Fédération de Russie, France, Inde et Japon) : œuvrer à l'abandon progressif du retraitement et à l'élimination des stocks de plutonium séparé.
- Mener des programmes de réduction concertée des menaces par la sécurisation des stocks de matières fissiles.
- Appeler à la conclusion d'un traité non discriminatoire, multilatéral et internationalement vérifiable interdisant la production de matières fissiles et traitant du problème des stocks.